Discours de Bachar al-Assad : "Comme d'habitude, il ressort le complot de l'étranger"

Bachar al-Assad a tenu un long discours ce mardi, dans lequel il a de nouveau dénoncé le rôle de "l'étranger" dans le soulèvement populaire qui frappe la Syrie. L'opposante Randa Kassis revient sur les principales annonces du président syrien.

Par Julien PEYRON (texte)

Le président syrien Bachar al-Assad a profité de sa quatrième intervention télévisée depuis le début de la révolte pour défendre ses "réformes" et menacer une fois de plus ses ennemis. Dans un discours fleuve d'une heure quarante-cinq, retransmis mardi 10 janvier par la télévision nationale syrienne, il a soufflé le chaud et le froid, s'engageant à organiser un référendum populaire sur une nouvelle Constitution tout en indiquant qu'il allait continuer de frapper d'une "main de fer" ceux qu'il regroupe sous l'appellation "terroriste".

"Il ne faut pas tolérer ceux qui terrorisent les gens, ni ceux qui sont complices des (parties) étrangères", a-t-il affirmé devant un parterre de partisans, qui l'ont chaudement applaudi à de nombreuses reprises. Derrière ces "terroristes", il a une nouvelle fois mis en cause les puissances étrangères, accusées de "chercher à déstabiliser la Syrie".

"Comme d'habitude, il ressort le complot de l'étranger", s'exaspère l'opposante syrienne Randa Kassis. Interrogée par FRANCE 24, elle dénonce l'aveuglement du président syrien : "Il met en cause un complot de l'étranger, des Occidentaux et pourquoi pas un complot universel contre la Syrie tant qu'il y est ? La vérité, c'est que le mouvement de contestation vient de l'intérieur du pays, c'est la masse populaire qui veut le changement."

Outre ces accusations d'ingérence contre "l'étranger", Bachar al-Assad s'en est pris aux médias internationaux, interdits dans le pays au prétexte qu'ils déforment la réalité. Une mise en cause qui prête à sourire selon Randa Kassis. Celle-ci rappelle que le président syrien avait bien tenté de se refaire une image plus lisse dans les médias occidentaux, s'attirant surtout les moqueries. "Il n'a pas digéré son interview sur ABC [Il avait accordé un entretien à cette chaîne américaine en décembre 2011, ndlr]. Quand on l'a interrogé sur les circonstances de la mort d'Ibrahim Qashoush [Un chanteur populaire syrien, dont l'une des chansons est devenue un hymne pour les manifestants, et qui a été retrouvé mort en juillet 2011, ses cordes vocales arrachées, ndlr], il a bafouillé une réponse inaudible. Tout ce qu'il a trouvé à dire c'est qu'il ne le connaissait pas et que ce chanteur n'était connu qu'aux États-Unis. Tout le monde s'est moqué de lui après cet entretien."

Une nouvelle Constitution ? "Un moyen de s'attirer les faveurs des minorités"

Au-delà de son habituelle fermeté, Bachar al-Assad a tenu à afficher un semblant d'ouverture politique, lui qui alterne depuis le début du soulèvement entre promesses de réformes et répression militaire. Il a ainsi révélé son intention d'organiser un référendum populaire sur une nouvelle Constitution "la première semaine de mars", pour favoriser l'intégration de "l'ensemble des forces politiques" au sein du gouvernement. Un message que refuse de prendre au sérieux Randa Kassis. "Même s'il voulait vraiment réformer le pays, il ne le pourrait pas, car sa famille et ses proches composent l'intégralité des principaux cercles du pouvoir. Réformer la Syrie, ça voudrait dire faire chuter leur régime", assure-t-elle.

Selon l'opposante, le président syrien cherche simplement à s'attirer les faveurs des minorités sur lesquelles il s'appuie pour se maintenir au pouvoir. "Que ce soient les allaouites, les druzes ou les chrétiens, il s'est employé à les flatter. Il a d'ailleurs fait un long plaidoyer en faveur de la chrétienté, un appel à peine dissimulé à destination des membres de cette communauté qui n'a pas vraiment choisi de camp. L'annonce d'un référendum sur une nouvelle Constitution est uniquement destinée à ces indécis, dans le but de les rassurer et de les rallier à sa cause".